

Passerelles Synthèse

Bimensuelle africain pour une nouvelle perspective du développement durable

Volume 12• Numéro 7, 27 Avril 2011

LIGNE DE FOND..... 1

Croissance du commerce mondial : record en 2010, doute pour 2011..... 1

OMC : Le comité des mesures SPS adopte cinq mesures sur les normes privées mais le débat continue..... 3

NOUVELLES DE L'OMC..... 4

OMC : les parlementaires appellent à un commerce mondial plus juste et plus équitable..... 4

SUR LE FIL..... 4

Un nouvel accord sur le sucre en gestation..... 4

Pour un meilleur investissement dans l'agriculture et les infrastructures en Afrique..... 5

NOUVELLES REGIONALES 6

La Chine adopte son 12e Plan Quinquennal 6

Blocage des APE : l'UE se tourne vers des accords intérimaires 7

EVÉNEMENTS..... 7

PUBLICATIONS 8

PASSERELLES, SYNTHÈSE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE © est produit par ICTSD et ENDA Tiers Monde.

Equipe de rédaction d'Enda : Cheikh Tidiane DIEYE, Bathie CISS, Aissatou DIALLO

Equipe éditoriale d'ICTSD : Ndagha Sikanda

Merci de faire circuler et de diffuser largement ce bulletin dans vos réseaux.

Les opinions exprimées dans les articles signés sont celles des auteurs et ne reflètent pas celles d'ICTSD ou d'ENDA.

Cette publication est rendue possible grâce au soutien financier des principaux donateurs d'ICTSD.

LIGNE DE FOND

Croissance du commerce mondial : record en 2010, doute pour 2011

Les statistiques du commerce mondial présentées par l'OMC dans la première semaine du mois d'avril 2011 révèlent que la croissance du commerce mondial pourrait chuter de 14,5 pour cent en 2010 à 6,5 pour cent pour 2011. Après un pic de 14,5 pour cent du volume des exportations en 2010, cette croissance pourrait baisser de 6,5 pour cent à un niveau plus modeste. Le volume des échanges commerciaux de l'année précédente a permis au commerce mondial d'atteindre un niveau élevé. Mais cette percée ne sera qu'éphémère selon les économistes qui, au regard de la crise économique mondiale, affichent leur pessimisme pour 2011.

Malgré la hausse du taux de chômage et les plans d'austérité économique dans certains pays d'Europe, les membres de l'OMC doivent rester attentifs et s'évertuer à ouvrir les marchés au lieu d'avoir recours au protectionnisme car la stabilité devrait être le mot d'ordre en 2011.

Le commerce mondial: un rythme jamais égalé depuis 1950

Depuis 1950, la croissance du commerce mondial n'a jamais atteint ce niveau de 14,5 pour cent de l'année 2010. Ce record est soutenu par la reprise de la production mondiale, en hausse de 3,6 pour cent. Il faut par ailleurs noter que cette augmentation de la croissance mondiale en 2010 est notamment liée à un certain nombre de facteurs dont l'extension des chaînes d'approvisionnement mondial et la composition des changes par produit par rapport à la production entre autres. La hausse

des prix des produits primaires et la croissance exceptionnelle du commerce des pays en développement d'Asie ont contribué aussi à l'augmentation de la part combinée des économies en développement et de la communauté d'états indépendants (CEI) dans les exportations mondiales, qui est passé à 45 pour cent en 2010, un record historique.

Les économies développées ont vu leurs exportations augmenter de près de 13 pour cent en 2010, contre une augmentation moyenne de 16,5 pour cent dans le reste du monde. En 2010, les exportations chinoises ont enregistré une croissance vertigineuse de 28 pour cent en volume, toujours selon la synthèse publiée par l'OMC

Un apport considérable des pays d'Asie

L'Asie est la région où la croissance réelle des exportations a été la plus forte en 2010, avec une augmentation de 23,1 pour cent, tirée par la Chine et le Japon, dont les expéditions vers le reste du monde ont progressé d'environ 28 pour cent pour l'une comme pour l'autre. Les résultats commerciaux de la Chine sont d'autant plus impressionnants que la baisse de ses exportations en 2009 a représenté moins de la moitié de la baisse enregistrée par le Japon (11 pour cent contre 25 pour cent).

Après avoir fortement chuté en 2009, les exportations et les importations sont reparties à la hausse en 2010, de sorte que les déséquilibres commerciaux des grandes économies se sont creusés. Toutefois, pour la plupart des pays, l'écart entre les exportations et les importations était plus faible après la crise qu'avant.

Perspectives pour 2011

Les projections de base des économistes de l'OMC concernant le commerce mondial des marchandises en 2011 tablent sur une augmentation des exportations de 6,5 pour cent : 4,5 pour cent pour des pays développés et environ

9,5 pour cent pour des pays en développement et de la CEI. Ces projections tiennent compte de l'incidence probable du tremblement de terre au Japon, mais si les répercussions s'avéraient pires que prévu, il faudrait revoir les prévisions dans les prochains mois.

Malgré la prédominance des risques de détérioration, il existe un potentiel d'amélioration si l'incertitude au Moyen-Orient se dissipe rapidement et si le taux de chômage amorce une baisse plus rapide aux États-Unis. Ce dernier facteur libérerait une importante demande comprimée de marchandises, ce qui stimulerait les importations et le commerce mondial, selon les économistes de l'OMC

L'OMC n'établit pas de prévisions du commerce des services commerciaux, mais le séisme au Japon pourrait influencer fortement les statistiques du commerce des services l'an prochain en raison de la façon particulière dont les services d'assurance sont comptabilisés dans les transactions internationales. Jusqu'à récemment, il était d'usage, pour établir les statistiques de la balance des paiements, que les pays déclarent les transactions d'assurance en tant que différence entre les primes brutes (recettes) et les indemnités brutes (paiements). Cette méthode avait pour effet pervers de réduire fortement les importations de services dans les pays touchés par des catastrophes naturelles, au point que, pour certaines années, on pouvait enregistrer des importations négatives. La sixième édition (2008) du Manuel de la balance des paiements du FMI contient des lignes directrices révisées pour l'enregistrement des transactions d'assurance, prévoyant notamment l'utilisation d'une estimation des indemnités à payer au lieu des indemnités effectives, mais ces normes n'ont pas été adoptées universellement. Par conséquent, le commerce mondial total des services commerciaux pourrait être artificiellement faible l'année prochaine.

Source : OMC, Communiqué de presse
http://www.wto.org/french/news_f/pres11_f/pr628_f.htm, *Synthèse ENDA*

OMC: Le comité des mesures SPS adopte cinq mesures sur les normes privées mais le débat continue

Lors de sa réunion des 30 et 31 mars 2011, le Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) a adopté cinq “mesures” dans un rapport sur la façon dont les Membres de l'OMC pourraient aborder des normes du secteur privé en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires, de santé des animaux et de protection des végétaux.

Ces cinq mesures du Comité SPS sont les suivantes :

1. le Comité doit élaborer une définition pratique des normes privées liées aux mesures SPS et limiter les discussions à ces normes;
2. le Comité SPS et ses trois organisations sœurs doivent s'informer régulièrement des travaux qu'ils mènent dans ce domaine — les “trois sœurs” sont le Codex Alimentarius (OMS/FAO) pour ce qui est de la sécurité sanitaire des produits alimentaires, l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) et la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV);
3. le Secrétariat de l'OMC doit informer le Comité des faits nouveaux pertinents intervenus dans d'autres conseils et comités de l'Organisation;
4. les gouvernements Membres doivent aider les organismes pertinents du secteur privé dans leur pays qui établissent des normes liées aux mesures SPS à comprendre les questions soulevées dans le cadre du Comité SPS et l'importance des normes internationales établies par le Codex Alimentarius, l'OIE et la CIPV;
5. le Comité doit étudier la possibilité de coopérer avec les trois sœurs pour élaborer des matériels d'information soulignant l'importance des normes SPS internationales.

L'adoption de ces mesures a fait l'objet d'un débat sur la capacité du comité à agir sur les normes du secteur privé. Certains estiment que le comité devait se limiter aux normes du secteur public. D'autant plus que les normes privées peuvent être plus contraignantes et constituer de nouveaux obstacles à l'accès au marché. Elles ne répondent pas toujours à un fondement scientifique, et ne sont pas harmonisées. L'élaboration de ces normes privées, selon certains membres du comité, n'est pas transparente et ne fait l'objet d'aucune consultation. Elles ne disposent pas aussi de mécanismes de recours. D'autres membres considèrent toutefois que les normes privées présentent des avantages certains. Elles peuvent aider les fournisseurs à améliorer la qualité de leurs produits, ce qui leur permet de conserver l'accès aux marchés. Elles permettent aussi l'adoption de nouveaux comportements et enfin facilitent l'élaboration de normes internationales.

Les membres du comité ont aussi donné des points de vue divergents sur l'élaboration de directives et de codes de conduite d'une part et la clarification des obligations juridiques des gouvernements au titre de l'Accord SPS d'autre part. Il faut rappeler que le débat autour des normes privées se pose depuis longtemps. C'est à partir de 2005 que la question est inscrite à l'ordre du jour des réunions du comité. Les discussions tournaient autour de trois principaux thèmes :

- l'accès au marché,
- les coûts occasionnés par le respect des normes privées et les coûts additionnels de la certification,
- la relation au regard du droit de l'OMC entre normes privées et SPS

Source : synthèse de réunion comité SPS OMC,

http://www.wto.org/french/news_f/news11_f/sps_30mar11_f.htm

NOUVELLES DE L'OMC

OMC: les parlementaires appellent à un commerce mondial plus juste et plus équitable

La session annuelle de la conférence des parlementaires sur l'OMC s'est tenue les 21 et 22 mars 2011 à Genève. Pour cette année, les parlementaires ont interpellé l'organisation sur la nécessité de rendre le commerce mondial plus juste et plus équitable.

Dans le document final qui a sanctionné leur rencontre, ils appellent à une conclusion ambitieuse, globale, juste et équilibrée du cycle de Doha. Ils dénoncent dans le même sens toute idée de protectionnisme.

Les parlementaires ont insisté sur la nécessité de conclure le cycle et pensent que la période est propice pour le faire. Dans leur document final, ils soutiennent qu'"il faut passer à la vitesse supérieure, en alimentant la dynamique enclenchée pour faire aboutir les négociations d'ici à la fin de l'année". Ils soutiennent qu'il faut d'une part "donner immédiatement à tous les produits originaires des pays les moins avancés un accès au marché en franchise de droits et sans contingent, sur une base durable et prévisible", et d'autre part inciter "les économies en développement, qui sont suffisamment avancées pour le faire, ou qui se déclarent elles-mêmes en état de le faire, (à contribuer) elles aussi contribuer à ce processus".

Un autre point évoqué par les parlementaires est la cohésion des politiques. Ils ont en effet rappelé que la libéralisation du commerce et le

développement durable ne pouvaient être envisagés séparément, estimant que des efforts supplémentaires devaient être consentis au niveau de la cohésion des politiques entre les divers organes de gouvernance mondiale tels que l'OMC, le FMI et la Banque mondiale, les Nations unies et l'OIT.

Les parlementaires ont aussi insisté cette année sur le rôle qu'ils doivent jouer dans la réglementation du commerce international.

Comme l'a rappelé Stavros Lambrinidis, membre du groupe de l'Alliance Progressiste des Socialistes et Démocrates au Parlement européen lors de la cette conférence, "dans les négociations commerciales multilatérales, les parlements interviennent non seulement dans la ratification de l'accord final, mais ils relayent également les préoccupations du public auprès des négociateurs avant la conclusion de l'accord final". C'est pourquoi, poursuit – il « ..., l'OMC doit posséder une dimension parlementaire solide et efficace »

Source : Inter-Parliamentary Union,

<http://www.ipu.org/splz-f/trade11/outcome.pdf>

SUR LE FIL

Un nouvel accord sur le sucre en gestation

Le Conseil de l'UE a adopté sans débat le 31 mars les décisions donnant mandat à la Commission européenne d'approuver, au nom de l'Union européenne, la prorogation de la Convention commerciale sur les céréales et de l'Accord international sur le sucre, dont l'UE est membre. Cette convention de 1995, conclue par la Communauté par la décision 96/88/CE du Conseil1 devait expirer le 30 juin 1998, a été prorogée régulièrement depuis lors.

La convention a été prorogée par période de 2 ans. La dernière fût celle de juin 2009 et devra rester en vigueur jusqu'au 30 juin 2011.

La Commission qui représente l'Union à la convention sur le commerce des céréales est autorisée à voter en faveur de cette prorogation de l'accord jusqu'au 31 décembre 2013. La décision a été adoptée par le conseil en son article unique : « la position de l'Union européenne au sein du Conseil international des céréales est de voter en faveur de la prorogation de la convention sur le commerce des céréales de 1995 pour une nouvelle période de deux ans au maximum. La Commission est autorisée à exprimer cette position au Conseil international des céréales ».

La Convention a pour objectif la coopération internationale dans tous les aspects du commerce des céréales : situation des céréales alimentaires, élimination des barrières commerciales et des pratiques déloyales et discriminatoires, mesures de stabilisation des marchés internationaux des céréales, échange d'information.

La politique Européenne en matière de sucre est un des volets de la politique agricole commune (PAC) et s'inscrit dans l'organisation commune du marché (OCM) du sucre. Elle poursuit un double objectif :

- garantir un réseau aux producteurs communautaires
- assurer l'autoapprovisionnement du marché européen.

Système de suivi et mesure antifraudes

Un compte rendu a été fait sur les réunions des comités de gestion et du conseil International des céréales sur la fixation des contributions budgétaires. L'exécution et le contrôle des contributions de l'Union européenne sont effectués en conformité avec les règles prévues par l'accord du Conseil international des céréales. Des modalités spécifiques d'audit et de contrôle sont prévues dans la base juridique de cette

organisation internationale. Les comptes de ladite organisation sont certifiés par un auditeur externe indépendant. Cette certification est transmise à l'instance compétente du Conseil international des céréales en vue de son approbation et de sa publication ultérieure

La contribution de l'UE est de 756000 euros au total pour les deux exercices supplémentaires 2011-2012 et 2012-2013. L'Accord international de 1992 sur le sucre est, lui, en vigueur jusqu'au 31 décembre 2011 et doit être prolongé de deux ans jusqu'au 30 juin 2013 par décision du Conseil international du sucre.

Source : Proposition de DÉCISION DU CONSEIL,

<http://register.consilium.europa.eu/pdf/fr/11/st05/st05489.fr11.pdf>

Pour un meilleur investissement dans l'agriculture et les infrastructures en Afrique

Dans le cadre de l'Initiative NEPAD-OCDE pour l'investissement en Afrique, l'OCDE organise à Dakar, les 26 et 27 Avril une Conférence ministérielle sur la mobilisation d'investissement dans les infrastructures et l'agriculture en Afrique. Il s'agira d'identifier les défis majeurs et les conditions à l'accélération de l'investissement.

Cette réunion se tient dans un contexte de mobilisation autour de l'agriculture ouest africaine. Ce secteur d'activité que la plupart des experts considèrent comme moteur du développement de l'Afrique ne bénéficie pas souvent d'investissements. Des plans nationaux d'investissement ont été planifiés mais, le secteur souffre toujours d'un manque de capitaux structurants. Cette rencontre de Dakar se penchera certainement sur le renforcement de l'attractivité du secteur pour les investisseurs étrangers et nationaux. Il est aussi prévu de

discuter du renforcement de l'investissement privé dans les infrastructures, y compris grâce à l'amélioration du cadre normatif et institutionnel dans ce domaine.

Source :

http://www.oecd.org/document/50/0,3746,fr_26_49_34889_47018482_1_1_1_1,00.html

NOUVELLES REGIONALES

La Chine adopte son 12ème Plan quinquennal

En conclusion de sa session parlementaire annuelle, l'Assemblée populaire nationale (APN) de Chine a adopté lundi son 12ème Plan quinquennal pour le développement économique et social national, pour la période 2011-2015, articulé autour du thème central du développement scientifique et de l'accélération de la transformation de son modèle de développement économique.

Le nouveau Plan quinquennal annoncé par la Chine, qui constitue une stratégie de développement national détaillée, aura des implications majeures, aussi bien nationales qu'internationales, pour les années à venir.

L'un des points phare du plan réside dans le rôle que devra jouer la Chine dans la reprise mondiale après la crise financière la plus grave que le monde ait connu depuis des décennies. Il est aussi question d'assurer et améliorer les conditions de vie des populations, et à promouvoir un développement rapide, stable et à long terme du développement économique, de l'harmonie et de la stabilité sociale, qui consiste, entre autres, à bâtir 10 millions de logements pour les habitants à bas revenu en 2011, et 36 millions d'ici 2015, mais aussi d'une politique environnementale plus sévère.

Elizabeth Economy, Senior Fellow du C.V. Starr et Directrice d'études pour l'Asie au Conseil des relations étrangères américaines, estimait dans une publication récente, que l'équilibre trouvé par la Chine entre ses priorités économiques et sociales, ainsi que les succès dans la réalisation de ses objectifs économiques, avait "des implications énormes pour le reste du monde".

De son côté, le quotidien britannique The Guardian considère cette promesse de la Chine de construire des logements pour les pauvres comme une opportunité pour les autres également. "L'importance de ce marché implique que le monde entier doit y être attentif, car ce qui se passe sur le marché de l'immobilier chinois affecte tout le monde, de la sidérurgie brésilienne aux exportations de fer brut d'Australie", déclarait-il, citant Duncan Innes-Ker de l'Economist Intelligence Unit.

Les médias internationaux ont également remarqué dans ce Plan quinquennal la volonté de la Chine de poursuivre sa stratégie d'ouverture sur le monde et de renforcer les investissements mutuels, et de promouvoir le dialogue et la coopération avec les grandes puissances tout en consolidant ses liens avec les autres pays en développement.

Le Wall Street Journal cite en exemple les relations économiques de la Chine avec le Japon et l'Inde.

"Au Japon, le plus grand fabricant d'équipement de chantier Komatsu Ltd tirait 2,3% de ses recettes de Chine il y a dix ans, un chiffre qui a aujourd'hui atteint 19%". Ce reportage cite également le plan d'Eike Batista, homme le plus riche du Brésil, de bâtir un super-port de 2,6 milliards de dollars pour les navires de transport à destination de la Chine.

Source : « La stratégie de développement de la Chine vue par le reste du monde », Zhang Yang ;

<http://fr.cntv.cn/program/journal/20110316/109817.shtml>, *Analyse ENDA*

Blocage des APE : l'UE se tourne vers des accords intérimaires

Dans plusieurs régions africaines, les négociations des accords de partenariat économique (APE) sont bloquées. En Afrique de l'Ouest depuis la session de septembre 2010 à Bruxelles, les négociateurs ne se sont pas rencontrés. L'Afrique centrale, et l'Afrique de l'Est ne connaissent pas de meilleures situations. Plusieurs raisons expliquent cet état de fait. Si en Afrique de l'Ouest, la CEDEAO qui est l'organe habilité à négocier ces accords est dans une période de renouvellement de ces hauts fonctionnaires, il n'en reste pas moins que les divergences de point de vue sont les principaux blocages de ces négociations. Cette même cause se retrouve dans les différentes régions.

Au niveau de l'Afrique de l'Est, c'est l'Assemblée législative de la région (EALA) qui a refusé que l'argent du fond de l'Agence suédoise pour le Développement international (SIDA) finance le processus des APE. L'assemblée soutient que si la région accepte cette subvention, cela « compromettrait et affaiblirait également toute position plus ferme que les « négociateurs » pourraient adopter concernant les négociations ». Mais cette position de l'Assemblée législative n'est pas partagée par le Secrétariat. Les deux organes n'ont pas pu accorder leurs violons. Un haut fonctionnaire déclarait à la sortie de la 23^{ème} assemblée que « les négociations ont abouti à une impasse en raison d'une objection formulée par les membres de l'EALA à propos de l'utilisation de fonds provenant de la SIDA que le secrétariat de la CAE veut mobiliser pour faciliter le processus ».

Une prolifération d'accords intérimaires

Les négociations étant bloquées au niveau, des régions, la stratégie de l'UE est maintenant de signer des accords intérimaires. Dans toutes les régions africaines, certains pays ont individuellement négocié et signer un accord avec l'UE. En Afrique de l'Ouest, la Côte d'Ivoire a signé et le Ghana a annoncé son intention de le faire. En Afrique Centrale, le Cameroun a déjà signé. Au niveau de l'AFOA, Madagascar Seychelles et Maurice et Mozambique ont signé. Dans la région de la SADC le Botswana, le Swaziland et le Lesotho ont signé les APE avec l'Union Européenne.

Tous ces pays ont du signer un APE individuel pour préserver leur accès au marché européen. En effet, les pays non-PMA pourraient se retrouver dans un régime moins avantageux qui est le SGP. Et, l'UE leur a fait comprendre qu'il n'y a pas d'autres alternatives. Ils ont donc signé pour ne pas perdre leurs quotas d'exportation vers l'Union Européenne.

Plusieurs observateurs signalent que les accords intérimaires pourraient constituer une menace pour la réalisation de l'intégration dans les différentes régions. Ces régions qui connaissent des difficultés énormes relatives à la libre circulation des personnes et des biens ne pourraient jamais se permettre d'avoir plusieurs régimes commerciaux.

Source : [http : bruxelles.cta.int/index.php](http://bruxelles.cta.int/index.php), Synthèse Enda

EVÉNEMENTS

OMC

29 avril 2011, Genève, Réunion informelle -

Comité des négociations commerciales

2 mai 2011, Genève, Conseil du commerce des services

2 – 6 Mai 2011, Genève, Semaine de Genève
(Membres et observateurs sans représentation à Genève)

Hors OMC

18 - 22 Avril 2011, Cotonou, Benin, Atelier régional de préparation des négociations sur le commerce des services dans le cadre de de l'APE AO - UE , <http://event.ecowas.int/>

26-27Avril, Dakar Sénégal: Accélérer la réforme en mobilisant l'investissement dans les infrastructures et l'agriculture, conférence ministérielle NEPAD-OCDE de 2011 organisée par la NEPAD-OECD Africa Investment Initiative.

<http://www.oecd.org/document/50/0,3746,fr>

26-29 Avril, 6ème réunion régionale de l'assemblée parlementaire paritaire ACP-UE, Yaoundé (Cameroun),

http://www.acpsec.org/en/agenda/Programme_2009.pdf

27-29 Avril, Rio de Janeiro, Brésil, Forum économique mondial 2011 en Amérique latine.

<http://www.weforum.org/events/world-economic-forum-latin-america-2011>

L'impact de la libéralisation du commerce sur les petites et moyennes entreprises Indonésienne, Tulus Tambunan, IISD, 2011. Article.

http://www.iisd.org/publications/pub_fr.aspx?pn_o=1437

Vers une économie verte: les voies du développement durable et l'éradication de la pauvreté - Conditions d'habilitation soutenir la transition vers une économie verte mondiale, » [Peter Wooders](#), Environics Consulting Firm, UNEP, 2011, http://www.iisd.org/publications/default_fr.aspx

As-tu l'expérience? Survie et le rétablissement des relations commerciales après les crises bancaires, Auteur:

Cosimo Beverelli — WTO Madina Kukenova — Université de Lausanne, Nadia Rocha — WTO. mars 2011,

http://www.wto.org/french/res_f/reser_f/ersd201103_f.htm

PUBLICATIONS

Magazine trimestrielle sur l'Investissement :

Un journal trimestriel sur le droit et la politique des investissements dans la perspective du développement durable, **Volume 1, numéro 3, avril 2011**, Damon Vis-Dunbar (Editor), Robert Howse, Jonathan Bonnitcha, Kevin Gallagher, Freya Baetens, Nathalie Bernasconi-Osterwalder, Lise Johnson, Jennifer Donofrio (Contributors), IISD, Avril 2011. http://www.iisd.org/publications/pub_fr.aspx?pn_o=1438